Quelle évaluation et pourquoi faire ?

En fait personne, absolument personne, ne sait vraiment à quoi vont servir les vagues actuelles d'évaluation par l'AERES. Bien que l'on en ait déjà eu un apercu avec le projet visant l'INSERM.

Sarko, dans son discours du 22 janvier, a le mérite d'avoir parfaitement résumé mieux que quiconque le sens donné à l'évaluation par l'AERES: " Moi je vois dans l'évaluation, la récompense de la performance. S'il n'y a pas d'évaluation, il n'y a pas de performance". Tout est dit dans les deux seuls mots "récompense" et "performance". En d'autres termes, l'évaluation doit et va porter exclusivement sur la "performance".

Nous sommes dans la rhétorique du trader, la logique du manager et le pire est que nous, scientifiques, avons déjà intégré cette sémantique et l'acceptons, implicitement ou non.

Le débat doit donc porter sur le sens même de la science, sa raison d'être, ses finalités.

Par ailleurs le mot "récompense" confirme, annonce l'évaluation-sanction/récompense qui se fera sur la base des "performances".

Comment ? uniquement par le biais des données quantitatives qui figurent des à présent dans les rapports d'évaluation (publiants, HDR, PEDR, ...).

Alors que faire ? débattre avec les experts des comités qui, sans s'en rendre compte, deviennent en fait les futurs/ contremaitres de la science/ au service d'une politique dont ils ignorent tout, sauf peut-être qu'elle doit être "performante". C'est la dictature du chiffre.

Nous leur demanderons en substance de ne pas faire figurer dans leur rapport toute information quantitative ou bibliométrique. C'est un début.

Mais, se contenter de simplement appeler à ne pas participer aux comités d'expert sans également demander aux comités ou aux labos visités de ne pas prendre leurs responsabilités manque, selon moi, de cohérence et de logique. Si tous suivaient cet appel, cela signifierait qu'il n'y aurait plus d'évaluation. Traduit ainsi, un tel appel revient donc à refuser l'évaluation telle qu'elle est pratiquée.

Par conséquent, il serait logique que labos, personnels et experts des comités refusent également, chacun à leur manière, cette évaluation sarkozyste.

Pascal Descamps - IMCCE